

DOCS
CA1
EA507
C18
FRE
v. 20
Fall
2003
Copy 1

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E
3 5036 01029501 5

Canada Regard sur le monde

NUMÉRO 20 • AUTOMNE 2003

Au-delà de la paix : le Canada en Afghanistan

- Une journaliste canadienne à Kaboul
- Des marionnettes messagères de paix au Moyen-Orient



Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

Department of Foreign Affairs
and International Trade

Canada

Au sujet de *Canada — Regard sur le monde*

Canada — Regard sur le monde donne un aperçu des questions de politique étrangère dans une perspective canadienne et traite des initiatives et contributions du gouvernement du Canada dans les affaires internationales. *Canada — Regard sur le monde* est un magazine trimestriel publié en français et en anglais par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international.

Mary Gooderham
Directrice de la rédaction

Pour communiquer avec nous :

Canada — Regard sur le monde
Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international
125, promenade Sussex, BCS C-2
Ottawa (Ontario) K1A 0G2
Télec. : (613) 992-5791
Courriel : rsm-cwv@dfait-maeci.gc.ca

Message aux abonnés :

Aidez-nous à tenir nos dossiers à jour. Si vous déménagez, recevez plus d'un exemplaire de *Canada — Regard sur le monde* ou souhaitez discontinuer votre abonnement, faites les corrections voulues en lettres moulées sur votre étiquette d'adresse (couverture arrière) et retournez-nous l'étiquette par la poste ou par télécopieur. N'oubliez pas d'inclure votre code client.

Nouveaux abonnements :

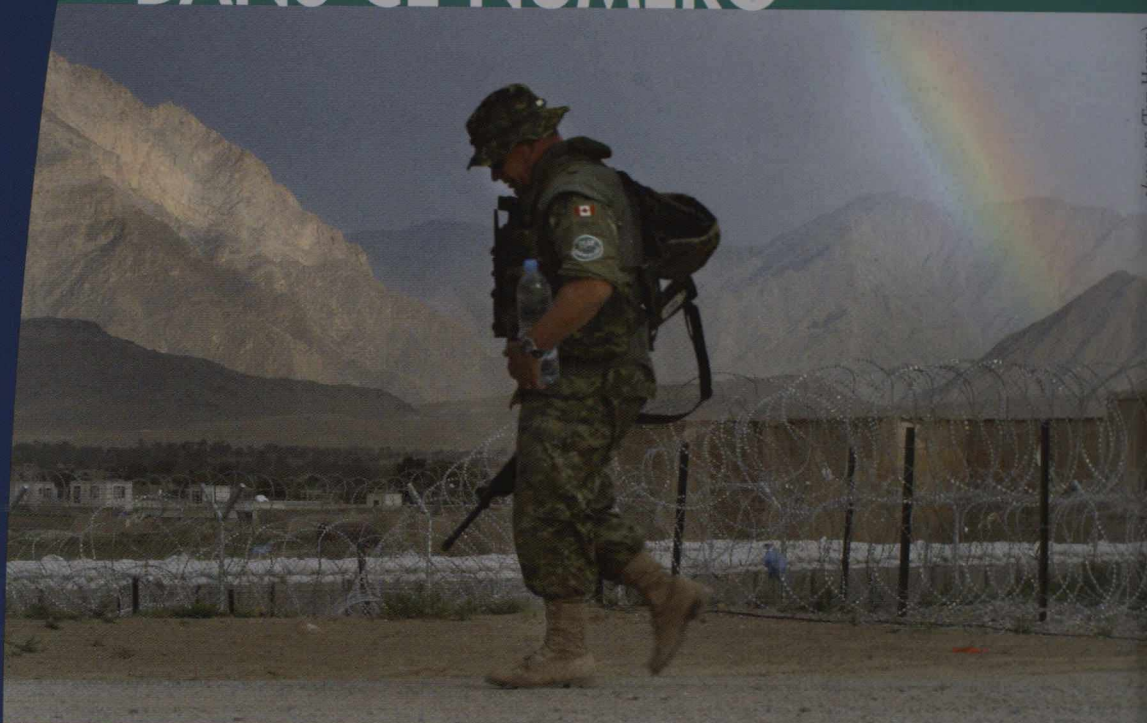
Pour recevoir des exemplaires gratuits de notre magazine et d'autres publications du MAECI, adressez-vous au :
Service de renseignements (SXC1)
Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario) K1A 0G2
Téléphone (sans frais) : 1 800 267-8376
ou (613) 944-4000
Télécopieur : (613) 996-9709
Courriel : enqserv@dfait-maeci.gc.ca

Canada — Regard sur le monde est également disponible à
www.dfait-maeci.gc.ca/canada-magazine

Notre couverture

L'ancien palais royal en ruines, qui se trouve à côté du Camp Julien, principale base des Forces armées canadiennes à Kaboul, grouille d'activité : « Les enfants afghans ont transformé les ruines en terrain de jeu, nous dit le photographe Pedram Pirnia. Ils n'ont aucun mal à reconnaître les Canadiens — ni, du reste, les drapeaux du Canada que j'ai distribués à mes jeunes "guides" lors de ma visite du palais. » M. Pirnia a passé deux mois en Afghanistan pour suivre l'avancement du projet constitutionnel et de la réforme agraire. En outre, lors de son affectation pour l'Agence canadienne de développement international, il a photographié des projets d'aide canadiens ainsi que des citoyens afghans, leur mode de vie, leur architecture et des paysages. Plusieurs de ses photographies sont reproduites dans ce numéro.

DANS CE NUMÉRO



LE CANADA EN AFGHANISTAN

Article vedette

- Jeter des ponts en Afghanistan3
- L'Afghanistan en bref4
- M. Chrétien rend visite aux troupes ...5

Diplomatie

- Notre représentant à Kaboul6
- Dépêches7

Défense

- Le commandant du Canada en Afghanistan8
- Équipés pour parer à toute éventualité8
- Maintenir la paix9

Développement

- Les Canadiens contribuent à un monde meilleur10

Actualité

- Le reportage sur l'Afghanistan de l'émission *The Current*12
- Le président de l'Afghanistan en visite à Ottawa12

Dialogue

- Ottawa consulte les Canadiens en matière de politique étrangère ...13

- Réflexions d'un décideur13
- Le premier ministre s'adresse à l'ONU14
- Sensibiliser les Canadiens et le monde14

Commerce

- Commerce et développement : le programme du Canada15

Culture

- Des marionnettes messagères de paix16
- Promotion de la culture canadienne dans les pays du Nord17
- L'Orchestre du Centre national des Arts en tournée18

Nouvelles en bref

- Ensemble Noir ouvre des portes en Afrique18
- Le Canada contribue à l'éducation sur les mines terrestres18
- L'industrie canadienne des vins et spiritueux fait une percée en Europe ...18
- Une célébration des livres canadiens ..19

- Calendrier19

JETER DES PONTS EN AFGHANISTAN

Le Canada a renouvelé son engagement en Afghanistan en poursuivant une démarche coordonnée à long terme qui réunit les trois dimensions de la politique étrangère canadienne : la défense, la diplomatie et le développement.

À peine visible, le modeste pont de béton franchit une petite rivière aux limites sud de Kaboul. Pourtant, l'ancien pont Deh-e Punbah, qui résistait à peine aux crues saisonnières des eaux et à la forte circulation commerciale, représentait un lien essentiel à la ville pour les habitants du district de Paghman. Durant plusieurs semaines cet automne, les travaux de construction d'un nouveau pont sont devenus le foyer d'activité de membres du Régiment royal du Canada, et le symbole d'une étroite coopération entre le Canada et l'Afghanistan en vue de la reconstruction de ce pays dévasté.

L'appui du Canada à l'Afghanistan remonte au début des années 1960, au premier programme canadien d'aide au développement de ce pays. Lorsqu'il est devenu nécessaire de coordonner les efforts des divers organismes de développement travaillant dans le pays, Ottawa a établi des relations diplomatiques avec l'Afghanistan. Cependant, en conséquence de l'occupation soviétique du pays en 1979 et de l'établissement d'un régime fantoche, le gouvernement du Canada a dû rompre les liens diplomatiques. Après le retrait soviétique de l'Afghanistan en 1989, les relations canado-afghanes sont restées minimales, sauf pour une certaine aide humanitaire canadienne durant les années 1990.

Un engagement renouvelé

Les attentats terroristes du 11 septembre 2001 ont incité le Canada et d'autres pays à revoir leur politique envers l'Afghanistan. Après l'effondrement du régime taliban en octobre 2001, ont eu lieu des réunions de groupes souhaitant définir un cadre de gouvernement pour le pays. L'Accord de Bonn a mené à la mise en place d'un gouvernement provisoire, dirigé par Hamid Karzai, et a fourni à la communauté internationale une occasion nouvelle d'aider à mettre fin à une guerre civile qui dure depuis des décennies et d'apporter un concours efficace à la reconstruction du pays.

L'engagement renouvelé du Canada en Afghanistan s'appuie sur le principe d'une démarche multilatérale ayant deux grands objectifs : la sécurité et la reconstruction. La réalisation de ces objectifs fera en sorte que le pays ne soit plus jamais un refuge pour les terroristes et les extrémistes.



photos : Cplc Brian Walsh, Caméra de combat des Forces canadiennes

Hiers, amis, aujourd'hui, frères — Mohammed Musa, gouverneur du district de Paghman, et le lieutenant-colonel Don Denne, commandant du Troisième Bataillon du Régiment royal du Canada, au moment de couper le ruban inaugurant l'ouverture du pont Deh-e Punbah, reconstruit avec l'aide du Régiment dans le cadre du Programme de coopération civilo-militaire de la Force internationale d'assistance à la

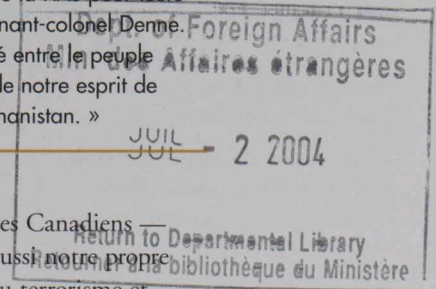
sécurité (FIAS). « Le pont récemment reconstruit dessert les villages locaux de même que les membres de la FIAS pour leurs patrouilles dans la région, explique le lieutenant-colonel Denne. La construction de ce pont symbolise l'amitié entre le peuple canadien et le peuple afghan, et témoigne de notre esprit de coopération dans la reconstruction de l'Afghanistan. »



« Bref, la mission traduit l'altruisme des Canadiens — notre volonté d'aider les autres — mais aussi, notre propre intérêt, soit notre volonté de mettre fin au terrorisme et d'accroître notre sécurité nationale, a affirmé le ministre de la Défense nationale, John McCallum. Sans la présence de forces internationales, le pays risque de retomber aux mains des talibans et de devenir à nouveau une terre fertile pour les organisations terroristes comme al-Qaïda. C'est une éventualité que le monde ne peut tolérer. »

La mise en œuvre

Depuis la mise en place d'un gouvernement provisoire, l'Afghanistan a repris sa place dans la communauté mondiale, et le Canada peut mettre en œuvre sa nouvelle politique.



Un gouvernement ayant à cœur la coexistence pacifique, la reconstruction nationale et la tenue d'élections démocratiques mérite évidemment un appui et, en janvier 2002, le Canada a rétabli ses relations diplomatiques avec l'Afghanistan.

Les mesures concrètes n'ont pas tardé. Même si le régime taliban ayant appuyé les terroristes n'était plus au pouvoir, la sécurité militaire était loin d'être acquise. Dans le cadre de l'opération Apollo, un groupement tactique des Forces canadiennes composé de 850 soldats a été envoyé en Afghanistan en février 2002. De concert avec l'armée américaine, les soldats canadiens ont été déployés au sud de Kandahar durant six mois, pour prendre part à des offensives contre le régime taliban, soit la première participation de

forces terrestres canadiennes au combat depuis la guerre de Corée.

Parallèlement, le Canada s'est empressé de répondre aux besoins de l'Afghanistan sur le plan de l'aide humanitaire et de la reconstruction. En janvier 2002, à la Conférence de Tokyo sur les efforts de reconstruction en Afghanistan, le Canada s'est engagé à fournir une aide de 100 millions de dollars. Vu l'urgence de la situation, une grande part des fonds a été allouée à des organismes de secours humanitaire, dont l'UNICEF, Care Canada, la Croix-Rouge, le Programme alimentaire mondial et la Fondation Aga Khan Canada. D'autres fonds ont été affectés aux services de police, à la réforme du système judiciaire de même qu'à la démobilisation et à la réintégration des combattants.

La démarche 3D

L'aide à l'Afghanistan a été considérable. Mais l'accroissement des efforts de défense, de diplomatie et de développement — un investissement canadien qui totalisera plus de 1 milliard de dollars au cours des deux prochaines années seulement — a créé le besoin d'une stratégie globale. Ainsi est née la démarche que le Canada qualifie de « 3D », qui suppose une coordination sans précédent des ministères et organismes

du gouvernement. L'Agence canadienne de développement international (ACDI), par exemple, a fourni au ministère de la Défense nationale (MDN) une aide financière à la réalisation d'activités de coopération civile et militaire, comprenant la reconstruction du pont Deh-e Punbah et des projets

photo : Pedram Pirnia



Rue de Kaboul — Il est essentiel de répondre aux besoins humanitaires et de reconstruction du peuple afghan.

L'Afghanistan en bref

Capitale : Kaboul

Superficie : 647 500 km² (à peu près la même superficie que le Manitoba)

Terrain : principalement montagneux; plaines au Nord et dans le Sud-Ouest

Climat : aride à semi-aride; hivers froids et étés chauds

Population : 28 717 213 (juillet 2003)

Structure par âge : 0-14 ans : 41,8 %; 15-64 ans : 55,4 %; 65 ans et plus : 2,8 %

Groupes ethniques :

Pachtounes 44 %, Tadjiks 25 %, Hazaras 10 %, groupes ethniques minoritaires (Aimaks, Turkmènes, Baloutches et autres) 13 %, Ouzbeks 8 %

Espérance de vie à la naissance : 46,97 ans

Religions : musulmans (sunnites) 84 %, musulmans (chiites) 15 %, autres 1 %

Taux d'alphabétisation : global 36 %; hommes 51 %

Répartition de la population active selon la profession : agriculture 80 %, industrie 10 %, services 10 % (1990)

Ressources naturelles :

gaz naturel, pétrole, charbon, cuivre, chromite, talc, barytine, soufre, plomb, zinc, minerai de fer, sel, pierres précieuses et semi-précieuses

PIB : parité des pouvoirs d'achat, 19 milliards de dollars américains (2002)

d'alimentation en eau potable et en électricité, de construction d'abris et de reconstruction d'écoles et d'hôpitaux, tous destinés à tisser des liens plus étroits avec les collectivités afghanes touchées. Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international fournit un soutien diplomatique et logistique à la mission de sécurité du MDN et aux programmes d'aide de l'ACDI.

La défense : sécurité et reconstruction

À Kaboul, capitale afghane ravagée par la guerre, l'objectif clé est le maintien de la paix. Pour que réussissent les efforts de reconstruction, le gouvernement provisoire et les nombreux organismes de secours doivent pouvoir poursuivre leurs activités dans un milieu sûr. À cette fin, les Nations Unies ont chargé la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) d'aider les autorités afghanes à maintenir la sécurité à Kaboul et dans les environs.

Depuis le mois d'août 2003, les 5 000 soldats composant la mission FIAS, dirigée par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), ont fourni une plus grande stabilité au gouvernement de M. Karzai. Le Canada a joué un important rôle dans la première opération hors zone de l'OTAN. Les effectifs de plus de 1 900 soldats, comprenant un groupe-bataillon, un quartier général de brigade et un détachement de transport aérien, font du Canada le pays dont la contribution à la FIAS est la plus importante. Le Canada joue aussi un rôle clé de commandement, par l'intermédiaire du major-général Andrew Leslie, actuellement commandant adjoint de la FIAS, et du lieutenant-général Rick Hillier qui assumera le commandement de la FIAS en février 2004.

La diplomatie : une nouvelle ambassade

Depuis le rétablissement des relations diplomatiques en janvier, les liens entre le Canada et l'Afghanistan se sont rapidement resserrés, traduisant l'importance accordée par Ottawa à la relation. L'ouverture par le Canada d'une ambassade à Kaboul a été annoncée en juin 2003. En juillet, Christopher Alexander a été nommé le premier ambassadeur du Canada en Afghanistan et, au début d'août, l'ambassade avait ouvert ses portes. Un mois plus tard, le ministre des

Affaires étrangères Bill Graham s'est rendu à Kaboul pour y discuter des engagements grandissants du Canada en Afghanistan. Le président Karzai a visité Ottawa à la fin de septembre, et le premier ministre Jean Chrétien s'est ensuite rendu à Kaboul.

Lors de l'ouverture de la mission, M. Graham a affirmé qu'elle fournirait un soutien diplomatique et logistique essentiel aux programmes de sécurité et d'aide du Canada en Afghanistan.

« L'ambassade à Kaboul contribue de façon opportune aux efforts que déploie le Canada pour la stabilisation et la reconstruction de l'Afghanistan, a déclaré M. Graham. Cette solide présence diplomatique nous permet de coopérer étroitement avec nos partenaires afghans et les membres résidents de la communauté internationale pour empêcher que le pays ne redevienne un refuge pour les terroristes. »

Les diplomates canadiens travaillent également dans le cadre de tribunes multilatérales telles que l'ONU, l'OTAN et le G8 et dans des capitales nationales, afin d'obtenir un engagement et un consensus internationaux à l'égard du processus de reconstruction et de stabilisation.

Le développement : pour une meilleure qualité de vie

Le Canada reconnaît combien il est urgent d'améliorer la qualité de vie des Afghans qui ont connu des décennies de guerre, de sécheresse et de désastres naturels. Il faudra déployer des efforts massifs de reconstruction pour que l'Afghanistan possède à nouveau une infrastructure qui fonctionne et des institutions économiques, politiques et judiciaires efficaces.

En mars 2003, la ministre de la Coopération internationale Susan Whelan a annoncé que le Canada s'engageait à fournir une aide nouvelle de 250 millions de dollars à l'Afghanistan, au cours des deux prochaines années, ce qui représente le plus important engagement pris par le gouvernement du Canada à ce jour. Ce nouvel engagement porte à plus de 500 millions de dollars la contribution canadienne à l'aide humanitaire et à la reconstruction en Afghanistan depuis 1990. Les fonds serviront à financer des activités dans quatre domaines prioritaires : l'appui aux habitants des régions rurales et à la protection sociale; l'aide à la gestion des ressources naturelles et à l'agriculture; le renforcement de la sécurité et de la primauté du droit; et la contribution continue au budget de fonctionnement du gouvernement de l'Afghanistan.

« L'Afghanistan peut compter sur le soutien du Canada dans ses efforts pour donner un avenir meilleur à ses habitants, tant dans leurs familles que dans leurs collectivités », a déclaré M^{me} Whelan.

Perspectives d'avenir

La situation en Afghanistan reste précaire et imprévisible, mais il y a des progrès à signaler. Le Canada est convaincu que l'Accord de Bonn offre le plus grand espoir pour la paix et la sécurité, pour la reconstruction du pays, pour le rétablissement des principales institutions et pour la protection des droits de la personne. Le Canada est décidé à

assurer une présence à long terme en Afghanistan au moyen des efforts de défense, du soutien diplomatique et de l'aide au développement qui se manifestent de bien des façons, comme le nouveau pont Deh-e Punbah, et qui garantiront la stabilité et une meilleure qualité de vie au peuple afghan. ♣

Pour plus de renseignements sur les importants efforts de défense, de diplomatie et de développement déployés par le Canada en vue d'assurer la reconstruction de l'Afghanistan et d'y renforcer la sécurité : www.canada-afghanistan.gc.ca



M. Chrétien rend visite aux troupes

Le passage historique du premier ministre Jean Chrétien à Kaboul, le 17 octobre, est venu renforcer l'engagement du Canada envers l'Afghanistan et les Forces canadiennes qui y sont stationnées.

M. Chrétien s'est adressé aux membres du Régiment royal du Canada au Camp Julien, la principale base militaire canadienne, précisant qu'au cours de son mandat, les Forces « [ont été déployées] plus souvent, dans un plus grand nombre de régions, qu'à toute autre époque dans l'histoire du Canada ». Il a remercié les troupes de leurs efforts et il a reconnu leurs sacrifices.

« Je suis très impressionné par votre contribution. En même temps, je suis très conscient des dangers que vous affrontez, a-t-il déclaré. En instaurant la paix et la sécurité, vous préparez en même temps le terrain pour l'aide humanitaire et les programmes de développement qui aideront l'Afghanistan à rebâtir ses institutions économiques, politiques et judiciaires. »

L'ambassadeur du Canada, Christopher Alexander, a souligné que M. Chrétien a rencontré le président par intérim Hamid Karzai lors d'un dîner où ils ont discuté de la situation difficile en matière de sécurité — mise en évidence par les rigoureuses mesures de sécurité entourant la visite du premier ministre — ainsi que du programme politique de l'Afghanistan.

« Cette visite a été constructive, a affirmé M. Alexander. En se rendant ici, le premier ministre a montré que l'Afghanistan est une priorité non seulement pour le Canada, mais aussi pour les pays du G8, et que nous sommes un des acteurs les plus énergiques et les plus actifs. »

Pour lire l'allocution complète prononcée par le premier ministre lors de sa visite au Camp Julien : www.pm.gc.ca

photo : PC (Paul Chiasson)

NOTRE REPRÉSENTANT À KABOUL

L'ambassadeur du Canada, Christopher Alexander, aide les Afghans à vaincre les obstacles et à reconstruire leur vie.

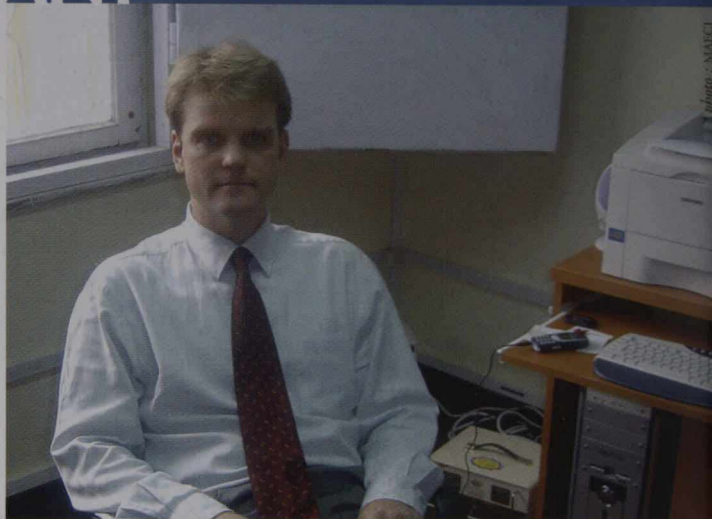
Il n'est pas toujours facile d'être un diplomate, surtout en Afghanistan. Christopher Alexander, devenu le premier ambassadeur du Canada en Afghanistan en juillet, vit et travaille dans des conditions qui, au mieux, peuvent être décrites comme modestes mais fonctionnelles. Il se déplace dans un véhicule utilitaire blindé et son personnel compte plus de gardes que d'agents de programme. Malgré tout, il est enthousiasmé par sa nouvelle affectation.

Son raisonnement est simple : il voit un rôle essentiel pour un diplomate canadien à Kaboul. « L'Afghanistan est passé par un grand nombre de conflits de différents types depuis 25 ans et c'est un pays très divisé par les factions. Notre rôle, qui est de combler les fossés entre les factions et de restaurer la confiance entre des groupes opposés les uns aux autres, est essentiel. »

Âgé de seulement 35 ans, M. Alexander est l'un des plus jeunes ambassadeurs que le Canada ait nommé. Il possède cependant beaucoup d'expérience, ce qui l'aide à faire face aux défis qu'il trouve à Kaboul. Depuis qu'il est entré au Service extérieur en 1991, il a été deux fois en poste à Moscou, à titre de deuxième secrétaire, de 1993 à 1996, et de ministre-conseiller, de 2000 à 2003.

À Ottawa, il a été l'adjoint du sous-ministre des Affaires étrangères, en 1996 et en 1997, et directeur adjoint (Russie) de la Direction de l'Europe de l'Est, de 1997 à 2000.

Cette expérience est très utile à Kaboul, où son rôle consiste non seulement à supprimer les obstacles entre les Afghans, mais aussi à coordonner les nombreuses activités des Canadiens qui travaillent dans le pays. « Nos militaires se trouvent tout autour de nous, de dire M. Alexander, mais on trouve



Des conditions modestes mais fonctionnelles — L'ambassadeur Christopher Alexander dans son bureau de Kaboul

aussi un grand nombre de civils canadiens sur le terrain, ici à Kaboul. Ils travaillent pour diverses ONG, pour des organisations humanitaires et pour des organismes de l'ONU. »

Il est prévu que les Canadiens se trouveront en Afghanistan pour assez longtemps. « La principale demande qu'on fait ici auprès du Canada, pays donateur de premier plan, est de prendre un engagement à plus long terme, ajoute-t-il. Personne ne sait quels seront les besoins après 2005, mais la poursuite des activités et la continuité seront cruciales. »

Le fait que Kaboul demeure une ville très dangereuse où vivre et travailler complique la réalisation de tout ce travail. M. Alexander reconnaît que la sécurité demeure « la première condition préalable au succès », mais que lui et son personnel se sentent bien protégés grâce aux gardes de sécurité militaires de la mission. « Pour ces gardes, il s'agit d'une affectation sans précédent qui présente de grands défis. Sans eux, il ne serait franchement pas possible d'effectuer notre travail. »

Par-dessus tout, il demeure optimiste, particulièrement en raison de tout le travail de reconstruction qu'il voit à Kaboul. « Des familles et des organismes reconstruisent des maisons, rouvrent des magasins, peignent des immeubles, raconte-t-il. Tous les quartiers habités sont de véritables ruches où les gens ont entrepris des travaux de reconstruction de petite comme de grande envergure. »

Pour plus de renseignements sur les relations diplomatiques du Canada avec l'Afghanistan :
www.dfait-maeci.gc.ca/afghanistan



Engagement croissant — De gauche à droite : le ministre des Affaires étrangères Bill Graham et l'ambassadeur Christopher Alexander avec le président de l'Afghanistan, Hamid Karzai, au palais présidentiel de Kaboul

DÉPÊCHES

Peter Marshall, le nouveau consul dans la capitale afghane, nous parle des défis qu'a posé l'établissement de l'ambassade.

Quand le gouvernement du Canada a annoncé plus tôt cette année qu'il ouvrirait une ambassade à Kaboul, la nouvelle mission est devenue le centre de ma vie. À titre de gestionnaire du Programme de services consulaires, j'ai été chargé de la mettre sur pied et d'en assurer le fonctionnement.

Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international a décidé d'installer son ambassade dans un petit hôtel que quittait l'Agence canadienne de développement international, bien que l'immeuble ait eu besoin d'importantes améliorations pour répondre à nos besoins en matière de sécurité, d'électricité et de nécessités opérationnelles. La société internationale d'ingénierie avec laquelle nous avons travaillé au départ n'a pas été en mesure de faire démarrer le projet à temps pour respecter le moment prévu pour l'ouverture, c'est-à-dire juillet 2003. J'ai donc obtenu l'autorisation de gérer le projet localement. J'ai embauché quelques entrepreneurs locaux de bonne réputation et, pour commencer, je les ai fait travailler à des projets comme l'installation de grilles de sécurité et d'un mat de drapeau. Peu après, des travaux plus importants ont été entrepris dont la construction de murs de sécurité périmétrique, l'installation de chambres fortes et d'abris sûrs et la construction d'un poste de garde. Comme il y avait peu d'expertise locale en électricité, le haut-commissariat à Islamabad nous a prêté ses experts en électricité pour refaire l'installation électrique de l'immeuble et installer des appareils de chauffage et de refroidissement ainsi qu'une génératrice. Le jardin de l'immeuble, où il y

avait jadis eu une végétation luxuriante avec des vignes, des roses et un mûrier, a rapidement pris l'allure d'un chantier de construction.

La bureaucratie n'a pas posé de problème; il n'y a pas de règlements municipaux ou de permis de construction ici. Puisqu'on ne trouve pas de banques commerciales sur place, il a fallu faire preuve d'imagination pour le financement du projet. En particulier, des voyages à Islamabad ont été nécessaires pour obtenir des fonds. Nous avons utilisé des téléphones cellulaires pour les communications, mais il est souvent arrivé que nous ne puissions communiquer pendant des heures du fait que le réseau comptait trop d'abonnés. Pour Internet, au début nous attendions en ligne dans les premiers cafés Internet de Kaboul, puis nous avons acheté notre propre antenne parabolique pour communication par satellite. Malheureusement, tout le monde a fait la même chose et le satellite est rapidement devenu surchargé et lent, sans compter que l'après-midi il était sensible à l'activité des taches solaires.

Au départ, il n'y avait pas de chauffage central dans l'immeuble, et nous nous blottissions les uns contre les autres autour des radiateurs en espérant que la vieille génératrice ne tomberait pas en panne pendant la nuit. Les services publics d'électricité étaient rares dans la ville et nous ne voulions pas courir le risque des flammes et des émanations associées aux radiateurs à pétrole couramment utilisés dans la ville. Nous utilisons maintenant l'électricité provenant des services publics dans la mesure du possible. Nous pouvons le faire parce que nous avons installé un câble pour nous raccorder au transformateur le plus rapproché, ce qui nous a attiré la bienveillance de nos voisins car leur approvisionnement en électricité s'est ainsi amélioré.

J'étais le seul Canadien à être continuellement demeuré sur place jusqu'à l'arrivée bienvenue de sept gardes de sécurité militaires en juillet. Ces derniers se sont adaptés rapidement et nous ont aidés à accomplir plusieurs tâches. Le 9 août, après avoir envoyé par courriel à Ottawa des images électroniques montrant nos progrès, nous avons été autorisés à hisser le drapeau canadien. Il restait encore beaucoup de choses à faire et ce n'est qu'au début septembre que l'ambassadeur, Christopher Alexander, a présenté ses lettres de créance au gouvernement afghan. L'ambassade a alors été ouverte par le ministre des Affaires étrangères Bill Graham et nos activités ont commencé à se dérouler à peu près normalement.

Les jardins de l'ambassade sont de nouveau luxuriants et l'immeuble continuera d'être notre lieu de résidence pendant un certain temps. Avec un personnel de plus de 20 personnes dans un immeuble comptant quatre chambres à coucher, nous sommes un peu à l'étroit, mais nous veillons à ce que les choses fonctionnent bien. 🍁

Travaux en cours — Le consul Peter Marshall surveille les travaux réalisés par des entrepreneurs locaux à l'ambassade du Canada.



LE COMMANDANT DU CANADA EN AFGHANISTAN

Canada — *Regard sur le monde* s'est récemment entretenu avec le major-général Andrew Leslie, commandant supérieur du Canada en Afghanistan et commandant adjoint de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS).

Q. *Le Canada a ouvert une ambassade à Kaboul. Dans l'optique d'un commandant canadien, pouvez-vous préciser l'utilité d'avoir une mission diplomatique à cet endroit?*

R. À mon avis, c'est idéal. En dernière analyse, les forces militaires sont un instrument politique. Si les forces militaires œuvraient isolément, on serait en droit de s'interroger sur le bien-fondé de notre présence ici. Mais, en ouvrant une ambassade et en y nommant l'ambassadeur Chris Alexander — c'est un bon ami et nous formons à n'en pas douter une équipe du tonnerre —, on instaure les deux échelons d'opération. Chris s'occupe des affaires et des relations diplomatiques et politiques de haut niveau, alors que je m'occupe des affaires sur le terrain.

Q. *Le Canada possède le plus gros contingent de la FIAS. Pouvez-vous décrire le rôle des Forces canadiennes?*

R. Le Canada représente plus de 40 p. 100 de la FIAS, soit la contribution individuelle la plus importante. Nous sommes également les forces militaires qui possèdent l'équipement le plus sophistiqué, et il est permis de penser que nos soldats sont les mieux entraînés.

Nos soldats patrouillent dans les montagnes autour de Kaboul afin de s'assurer qu'il n'y a pas d'indésirables qui

s'apprêtent à lancer des roquettes sur la ville. Ils chassent les éléments talibans et d'al-Qaïda ainsi que les criminels attaquant les personnes qui se déplacent vers Kaboul. Et, ce qui est tout aussi important, nos soldats patrouillent dans la ville, de jour et de nuit. Ils sont accompagnés de la police locale, qu'ils forment et à qui ils montrent comment nous faisons les choses dans une nation où le respect de la règle de droit est bien établi. Par leur présence, ces patrouilles rassurent les habitants : on s'occupe de leur sécurité. Les soldats s'occupent également de divers projets reliés à la santé.

Q. *Décrivez comment les programmes de coopération civilo-militaire des Forces canadiennes influent sur les relations entre les Forces canadiennes et les Afghans.*

R. Nous consacrons beaucoup d'argent à des projets de coopération civilo-militaire. C'est essentiel parce qu'en dépensant de l'argent pour améliorer l'infrastructure, nous montrons aux habitants que nous les aidons à avoir de meilleures conditions de vie. La sécurité, l'eau, la nourriture et l'abri sont leurs préoccupations. Si nous pouvons répondre à leurs besoins, ils constateront que nous sommes une force positive et non pas d'autres envahisseurs. Par la suite, si des éléments hostiles tentent de tuer des habitants ou certains

Équipés pour parer à toute éventualité

Qu'il s'agisse de véhicules blindés hautement perfectionnés, de radars de pointe ou bien simplement de leur tenue de combat, les hommes et les femmes des troupes canadiennes en Afghanistan disposent de l'équipement nécessaire pour assurer leur sécurité et travailler de façon efficace.

Coyote

Le Coyote est un véhicule blindé très mobile, bien armé et bien protégé, de reconnaissance et de surveillance du champ de bataille. Comprenant une caméra diurne, un radar, un imageur thermique et un télémètre laser, le système de surveillance du Coyote a une capacité d'observation en tout temps, de jour comme de nuit.



photo : Sgr Frank Hudec, Caméra de combat des Forces canadiennes

photo : Sgr Frank Hudec, Caméra de combat des Forces canadiennes



ARTHUR

Si des éléments hostiles s'attaquent à la Force opérationnelle Kaboul, les troupes canadiennes pourront réagir immédiatement grâce au nouveau système de localisation d'armes ARTHUR (radar de recherche d'artillerie). En plus de repérer avec précision les pièces d'artillerie et les mortiers hostiles, ce système détecte les projectiles ennemis dès qu'ils sont tirés et en détermine le point d'origine.

UAV

Les commandants canadiens en Afghanistan utilisent un nouveau drone de surveillance qui les aide à cibler les menaces possibles. Le véhicule aérien sans pilote (UAV) est un petit aéronef téléguidé lancé à l'aide d'une catapulte; il a une autonomie de vol maximale de cinq heures et couvre un rayon de 150 kilomètres. Des capteurs électro-optiques recueillent l'information et un réseau de transmission la transmet aux contrôleurs au sol.

d'entre nous, les gens que nous avons aidés hésiteront peut-être avant de les laisser faire. Par conséquent, c'est une question de force de protection et de désir de faire le bien.

Q. *L'Afghanistan est toujours un pays dangereux. Que faites-vous pour limiter les risques?*

R. Nous avons consacré beaucoup de temps et d'argent des contribuables à entraîner nos soldats sur la façon de faire face au pire scénario, soit celui de devoir combattre. Nous avons également soumis une longue liste de choses dont nous avons besoin et nous avons tout obtenu; certains articles sont très coûteux, mais valent assurément l'investissement. Ensuite, il y a la connaissance de la situation, qui s'acquiert avec l'expérience. La majorité des soldats ont déjà participé à quelques missions; ils arrivent donc à Kaboul avec des compétences et des connaissances qu'ils ont acquises dans des endroits comme les Balkans. ✱

Pour consulter la version intégrale de cette entrevue : www.dfait-maeci.gc.ca/canada-magazine

Pour plus de renseignements sur la participation des Forces canadiennes à la FIAS : www.forces.gc.ca/site/operations/athena/index_f.asp

Pour voir d'autres images du travail des Forces canadiennes en Afghanistan : www.combatcamera.forces.gc.ca

Système amélioré de détection des mines terrestres

Pour contrer la menace constante des mines terrestres, les Forces canadiennes comptent sur un système amélioré de détection des mines terrestres. Il s'agit d'un transport de troupes blindé transformé de modèle canadien qui crée un champ magnétique simulant le passage d'un véhicule imaginaire sur le champ de mines pour faire exploser les mines terrestres enfouies.

DCAMC

Le dessin de camouflage de la tenue de combat que les soldats des Forces canadiennes portent en Afghanistan, appelé « dessin de camouflage canadien (DCAMC) », a été produit par ordinateur et offre un camouflage des plus efficaces dans les conditions naturelles. Le tissu est traité de manière à réduire les risques de détection par les dispositifs de surveillance à proche infrarouge.



photo : Cpl Brian Walsh, Caméra de combat des Forces canadiennes



photo : Sgt Frank Hudoc, Caméra de combat des Forces canadiennes

Embouteillage à Kaboul

Maintenir la paix

L'adjudant Sean Chase examine les ruines de l'immeuble qui abritait le ministère des Transports à Kaboul. Le toit s'est effondré et descend comme une cascade d'eau dans le rond-point grouillant de véhicules face au zoo de Kaboul. « Par où commencer, se demande-t-il. Il y a tant à faire. »

Chase et les 1 900 soldats qui constituent la Force opérationnelle Kaboul du Canada sont chargés d'assurer la sécurité dans la partie ouest de cette ville de 3 millions d'habitants. Ils couvrent un territoire de 165 kilomètres carrés, soit une superficie légèrement plus grande que celle de Saskatoon, englobant des zones urbaines et des villages ruraux.

Pour maintenir la sécurité, il leur faut patrouiller. Au cours de leur première semaine de service, les Canadiens ont cumulé un nombre impressionnant de patrouilles, soit 196, et continuent de patrouiller à ce rythme. Naviguer avec des véhicules militaires comme le transport de troupes blindé VBL III de 10 tonnes dans le « chaos organisé » — selon l'expression du caporal Jay Alefi — de l'engorgement routier de Kaboul peut poser un réel défi. « À première vue, j'ai pensé que ce serait de la folie de conduire ici. »

Les patrouilles à pied donnent également aux troupes l'avantage vital d'avoir un meilleur contact avec les habitants. « Il est essentiel de maintenir des relations positives avec les citoyens de Kaboul pour assurer le succès de la mission », affirme le lieutenant-colonel Don Denne, commandant du groupe-bataillon canadien. Les soldats sont à la fois prudents et conscients des dangers potentiels, mais ils s'efforcent d'être amicaux tout en demeurant fermes. La « campagne du sourire et du salut de la main », comme l'appelle Denne, est contagieuse et des groupes de jeunes semblent fascinés par les soldats.

Le travail humanitaire, deuxième objectif du Canada, contribue également à établir de bonnes relations. Des équipes de coopération civilo-militaire déterminent quelle aide les soldats peuvent apporter. Le manque d'eau potable étant un problème aigu en Afghanistan, les Canadiens travaillent à installer des pompes de puits dans les collectivités autour de leur base. À plus long terme, on prévoit construire de nouvelles écoles et de nouveaux systèmes d'irrigation. Il y a en outre un travail constant pour les experts en explosifs de l'armée, tout particulièrement en ce qui touche la dangereuse tâche de rendre Kaboul sûre en neutralisant tous les obus et toutes les grenades et mines non explosés qui jonchent la campagne après une génération de guerre.

La présence de la Force opérationnelle Kaboul est encore toute récente, mais les résultats semblent d'ores et déjà encourageants. « Dans l'ensemble, les citoyens de Kaboul semblent vraiment contents de nous voir ici », conclut Denne.

LES CANADIENS CONTRIBUENT À UN MONDE MEILLEUR

Il y a deux ans, quand l'attention du monde était tournée vers la défaite des talibans, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) concentrait ses efforts sur ce qui allait se produire ensuite. Pour les organismes et les particuliers qui travaillent dans les domaines de l'aide humanitaire et de la reconstruction économique, le défi était et est encore d'aider les pays à effectuer la transition délicate de la guerre au maintien et à la consolidation de la paix, puis à la paix durable, à l'ordre et au bon gouvernement.

L'Afghanistan a été dévasté par des décennies de guerres et de désastres naturels. Quatre-vingt pour cent de la population vit dans les régions rurales, mais une bonne partie des terres agricoles était inutilisable en raison des mines terrestres et d'autres destructions. Quatre années de sécheresse ont ajouté à la misère et à la famine et engendré des conditions de santé catastrophiques. La mortalité maternelle était la deuxième au monde et un quart des enfants mouraient avant l'âge de cinq ans. Les trois quarts de la population n'avaient pas accès à l'eau potable. Les écoles ne fonctionnaient pas; les hôpitaux étaient détruits et les routes, en ruine. Il n'y avait pas de paix, pas d'ordre et pas de gouvernement.

Dans un pays où il y a 50 groupes ethniques et 32 langues, le défi que constitue la création d'un gouvernement qui fonctionne était immense, sinon insurmontable. Il n'était

pas facile de faire passer le message que l'aide était proche et l'espoir permis. L'ACDI œuvre dans le domaine de l'espoir.

Le Canada possédait déjà une bonne connaissance de l'Afghanistan. Pendant toute l'époque des talibans, l'ACDI avait fourni, de façon indépendante, entre 10 et 12 millions de dollars par année d'aide humanitaire. Immédiatement après la crise qui a commencé le 11 septembre 2001, le Canada a fourni 16,5 millions de dollars d'aide humanitaire.

En décembre de la même année — en collaboration avec des partenaires comme des organismes des Nations Unies, la Banque mondiale, des ONG et d'autres pays —, le Canada a promis une somme additionnelle de 100 millions de dollars et était fier d'être parmi les tout premiers pays à fournir de l'aide sur le terrain.

En un sens, l'ACDI était préparée pour la crise afghane à cause de l'expérience qu'elle avait acquise ailleurs dans le

Une dose d'espoir

Cela pourrait leur sauver la vie, mais ces enfants n'aiment pourtant pas se faire vacciner. Chaque année, des millions d'enfants partout dans le monde meurent de maladies qu'un vaccin aurait pu empêcher. Le Canada est un leader dans l'effort de prévention de ces tragédies, par son soutien à des initiatives telles que le programme de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte contre la tuberculose en Afghanistan.

Juste de l'autre côté des barbelés

Les réfugiés qui rentrent en Afghanistan doivent surmonter des difficultés et des obstacles nombreux. Les barbelés du camp de réfugiés de Pol-é-charkhie, au sud de Kaboul, ne constituent pas la principale entrave. L'ACDI apporte son soutien au rapatriement volontaire des réfugiés afghans par l'intermédiaire du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Le HCR contribue à l'aide et à la protection apportées aux réfugiés et aux personnes déplacées à l'intérieur de leur pays et favorise leur réintégration dans leur patrie.



photos : ACIDI-CIDA/Pedram Pirnia



Danger! Mines

Leur vie est mise en danger à chacun des pas qu'ils font pour déminer le pays où il y a le plus de mines dans le monde. Par le soutien qu'il apporte à l'information sur les mines, par l'établissement de cartes représentant l'emplacement des mines et par l'enlèvement de ces engins qui sont une menace pour la vie, l'intégrité physique et le gagne-pain, le Canada remplit un rôle important dans le déminage de l'Afghanistan. À l'échelle mondiale, le Canada s'emploie aussi activement à promouvoir la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, dite Convention d'Ottawa.

Espoirs muets

Le hall d'entrée de cette école est silencieux, même s'il s'y trouve des étudiants de tous âges. Parmi ces 40 étudiants, 30 ont une déficience auditive et 10 sont des orphelins. Dans l'Afghanistan dévasté par la guerre, ces garçons et filles sont parmi les personnes les plus vulnérables. Ils essaient d'améliorer leurs perspectives d'avenir en dépit des obstacles qui se dressent devant eux. À la fin d'un stage de formation de dix mois en menuiserie offert par la Fondation afghane pour les personnes ayant une déficience auditive — projet financé par l'ACDI — ils trouveront certainement des emplois. Au moyen du langage des signes, qu'ils apprennent aussi, ces enfants vont pouvoir établir un lien entre les personnes souffrant d'une déficience auditive et le reste de la collectivité.

La joie d'avoir une source sûre d'eau potable

Vous seriez vous aussi souriant si un nouveau puits et une pompe manuelle étaient installés dans votre voisinage après des années sans accès à une source sûre d'eau potable. Il est difficile de se représenter l'eau propre comme un luxe, mais 77 p. 100 de la population de l'Afghanistan doit s'en passer. L'amélioration de la qualité de l'eau contribue à rendre meilleure la santé publique. L'ACDI aide la Rehabilitation Organization of Afghanistan à creuser des puits et à installer des pompes manuelles dans la partie rurale de Kaboul et à offrir de l'eau propre à plus de 5 000 familles de la région.

monde, dans des régions comme les Balkans, le Rwanda et la Somalie. On a rapidement constitué une équipe spéciale, dont les activités étaient coordonnées étroitement avec celles du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, du ministère de la Défense nationale et d'autres partenaires clés.

Premièrement, de l'aide humanitaire a été fournie pour nourrir et vêtir les Afghans. Même aujourd'hui, quelque 6 millions d'Afghans ont encore besoin d'aide alimentaire. La crise est donc loin d'être terminée.

Ensuite est venue la reconstruction de base. La tâche énorme de déminer a été accélérée, avec un appui considérable du Canada. De nombreuses routes ont été reconstruites et des réseaux d'aqueduc réparés. Jusqu'ici ces tâches et d'autres se révèlent être des défis à long terme dans une région encore tourmentée par la violence et l'incertitude.

Pour aider à construire une société où la loi et l'ordre peuvent prendre racine, l'ACDI a investi quelque 18 millions de dollars — en collaboration avec des partenaires comme la Gendarmerie royale du Canada, Élections Canada, Justice Canada, diverses ONG et, plus particulièrement, les Afghans eux-mêmes — pour nourrir les semences d'une tradition démocratique. Il se peut que ces semences portent fruit lors des élections qui devraient se tenir au milieu de 2004.

Parce que les représentants élus ont besoin d'une fonction publique professionnelle pour que l'État puisse bien fonctionner, 58,5 millions de dollars ont été fournis pour le budget

d'exploitation du gouvernement provisoire. Un certain nombre de Canadiens d'origine afghane sont retournés dans ce pays pour travailler dans le gouvernement provisoire, afin d'aider à établir des pratiques et normes modernes.

Globalement, le Canada a versé 300 millions de dollars d'aide humanitaire et au développement à l'Afghanistan depuis 1990 et il fournira une somme additionnelle de 250 millions de dollars au cours des deux prochaines années. Les programmes financés par les Canadiens sont réalisés dans un milieu où il y a beaucoup de risques et la route vers la démocratie n'est ni droite ni facile. Les ennemis et les difficultés sont réels. Le succès n'est pas assuré.

Le Canada ne contribue pas à la reconstruction de l'Afghanistan seulement en versant de l'argent ou en donnant des conseils : les hommes et les femmes qui travaillent pour l'ACDI et d'autres organismes canadiens, onusiens, non gouvernementaux et locaux courent un grand risque. Mais le risque de l'inaction est plus grand encore. ♣

Pour plus de renseignements sur les Canadiens qui contribuent à un monde meilleur par l'intermédiaire de l'Agence canadienne de développement international et sur les programmes de développement en Afghanistan : www.acdi-cida.gc.ca

LE REPORTAGE

sur l'Afghanistan de l'émission *The Current*

Aнна Maria Tremonti est l'animatrice de l'émission *The Current*, du réseau anglais de la Société Radio-Canada, qui est entendue partout au pays sur Radio One à 8 h 30. Pendant quatre jours en septembre, l'émission a été diffusée depuis Kaboul. *Canada — Regard sur le monde* a demandé à M^{me} Tremonti de partager certaines de ses impressions sur la capitale afghane.

Premières impressions

Aussitôt que notre avion a touché la piste d'atterrissage, nous avons pu constater jusqu'à quel point la guerre a perturbé cette ville. L'aire de trafic de l'aéroport est jonché de fuselages et de restes d'avions abattus ou écrasés. En roulant en voiture vers la ville, on passe devant des immeubles qui se désintègrent. Partout où l'on regarde, on aperçoit des choses écroulées, et il est évident que cela n'est pas d'hier. On a tout de suite l'impression d'un lieu de destruction.

L'atmosphère de la ville

En même temps, au milieu de tout ce qui tombe en ruine, j'ai ressenti un climat d'optimisme. Les marchés sont bondés et la vie se poursuit. On voit des gens qui installent une nouvelle fenêtre dans un immeuble encore aux trois quarts démoli. Ils créent leur propre petit abri. On voit des gens qui se débrouillent. Il y a de l'optimisme en ce sens que ces gens reprennent leur vie en main.

Le processus de reconstruction

À Kaboul, la grande inquiétude des gens est que nous repartions trop tôt. Ils estiment qu'ils ont été abandonnés à une certaine époque et que cela explique pourquoi le pays est descendu à un si bas niveau. Ils ne veulent pas être abandonnés de nouveau; ils ne veulent pas que les gens oublient qu'ils ont besoin d'aide. La situation demeure précaire et pourrait évoluer de bien des façons; le pays se trouve en fait à la croisée des chemins.

Les habitants de Kaboul

Lorsque je voulais parler aux gens, ils étaient toujours prêts à converser avec moi. Même les femmes vêtues de la burqa acceptaient volontiers de me répondre lorsque je leur demandais pourquoi elles portaient encore la burqa quand la loi ne les y obligeait plus. Toutes réfléchissaient à la question puis me donnaient des explications. J'ai passé beaucoup de temps à parler à des gens dans la rue. Malgré le fait qu'ils avaient sûrement mieux à faire que de répondre aux questions banales d'une journaliste canadienne, ils ont toujours été polis. Ils n'ont jamais fait preuve d'animosité à mon égard parce que j'étais occidentale ou journaliste.

Un dernier mot

J'ai compris pourquoi les gens sont séduits par cette ville en dépit de la destruction. Il n'était pas difficile d'imaginer toute la beauté qui avait été la sienne. ♣

Pour consulter la version intégrale de cette entrevue : www.dfait-maeci.gc.ca/canada-magazine

Pour consulter le reportage sur l'Afghanistan réalisé par l'émission *The Current* : www.cbc.ca/thecurrent/afghanistan.html (en anglais seulement)



Anna Maria Tremonti en conversation avec le président de l'Afghanistan, Hamid Karzai

photo : avec la permission d'Anna Maria Tremonti/stc

LE PRÉSIDENT DE L'AFGHANISTAN EN VISITE À OTTAWA

Le président de l'Afghanistan, Hamid Karzai, est venu en visite à Ottawa le 27 septembre pour des réunions avec le premier ministre Jean Chrétien, le ministre des Affaires étrangères Bill Graham, le ministre de la Défense nationale John McCallum et la ministre de la Coopération internationale Susan Whelan.

Le président Karzai a reconnu les contributions importantes que le Canada apporte à l'Afghanistan en matière de défense, de développement et de diplomatie. Il a aussi insisté sur la nécessité d'une assistance continue et à long terme.

Sur les ondes du réseau anglais de Radio-Canada, le président Karzai a fait remarquer que l'Afghanistan avait besoin d'« une aide internationale soutenue ». Sans celle-ci, a-t-il déclaré, « le terrorisme continuera d'avoir une incidence sur mon pays. Il ne cessera pas d'empiéter sur la paix et la prospérité que nous essayons de construire pour notre population et, éventuellement, menacera toute la campagne internationale contre le terrorisme. Celui-ci a eu un effet si dramatique et affligeant sur le monde il y a deux ans et il pourrait de nouveau avoir des répercussions. Ce n'est pas seulement pour nous, c'est aussi pour le reste de l'humanité ». ♣

OTTAWA CONSULTE

les Canadiens en matière de politique étrangère

Le 22 janvier 2003, le ministre des Affaires étrangères Bill Graham demandait aux Canadiens de l'aider à définir les orientations, les priorités et les choix dans le domaine de la politique étrangère canadienne en lançant le Dialogue sur la politique étrangère. Les consultations publiques se sont déroulées sur plusieurs plans :

- le ministre Graham a participé à 15 assemblées publiques partout au Canada;
- plus de 12 000 exemplaires du document de réflexion relatif au Dialogue ont été distribués;
- 19 tables rondes d'experts ont été organisées dans diverses régions du pays;
- un site Web traitant du Dialogue offrait un accès direct à des résumés hebdomadaires des contributions, à des entrevues vidéo avec des experts et aux résultats des tables rondes d'experts;
- des rencontres officielles ont eu lieu avec les gouvernements provinciaux et territoriaux;
- des audiences du Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international de la Chambre des communes ont été tenues;
- des rapports ont été préparés sur les échanges communautaires s'étant déroulés dans diverses villes canadiennes;
- les ministres Pierre Pettigrew (Commerce international), Susan Whelan (Coopération internationale), John McCallum (Défense nationale) et David Anderson (Environnement)

et la secrétaire d'État Jean Augustine (Multiculturalisme) (Situation de la femme) ont participé à des rencontres sur des questions ayant trait à leur portefeuille;

- le Forum national des jeunes consacré au thème « Le prochain Canada et le monde que nous voulons » a eu lieu en mars 2003.

Consulter le site Web du Dialogue sur la politique étrangère (www.dialogue-politique-etrangere.ca) pour d'autres renseignements sur le processus suivi et les résultats obtenus. ♣

RÉFLEXIONS D'UN DÉCIDEUR

Les mémoires de Mark MacGuigan, publiés après sa mort, traitent des deux années et demie où il a été secrétaire d'État aux Affaires extérieures. L'occupant d'un bureau du 10^e étage jette un regard lucide et tendre sur l'ancien ministère des Affaires extérieures. Dans une prose claire et directe, M. MacGuigan mélange les anecdotes et les souvenirs à des réflexions profondes, le but étant l'analyse des contraintes intérieures et extérieures qui conditionnent l'élaboration des politiques du Ministère.

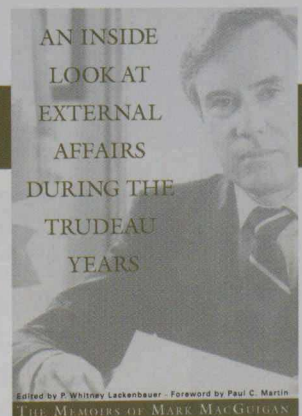
M. MacGuigan réfléchit constamment à sa relation avec le premier ministre Pierre Trudeau. Le portrait critique qu'il fait de celui-ci est d'une sincérité agréable : tout en reconnaissant « l'intelligence supérieure » de Trudeau,

il est prompt à condamner son anti-américanisme « facile » et son style politique mordant. M. MacGuigan sait bien cerner les caractères. Son portrait étonnamment sympathique du président américain Ronald Reagan et ses esquisses incisives d'autres dirigeants du monde du début des années 1980 valent la peine d'être lus.

Tout comme le premier ministre d'alors, M. MacGuigan était un rationaliste calme et réfléchi qui est entré en fonction en mars 1980, convaincu que la politique étrangère d'un pays devait d'abord et avant tout être dictée par l'intérêt national. Il croyait que le droit international et la moralité n'étaient guère une base pour la politique étrangère d'un pays. Dans cette courte étude, il expose comment

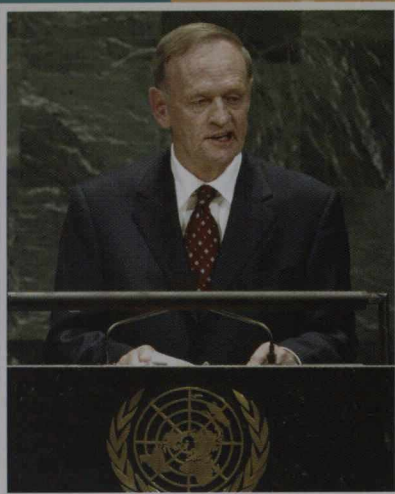
sa diplomatie a servi et fait avancer l'intérêt national du Canada dans presque tous les coins de la planète et dans bien des grands domaines.

On voit, dans ses mémoires, que M. MacGuigan entretenait des rapports étroits et chaleureux avec son entourage. Il n'a jamais été prisonnier de la bureaucratie, ce qui lui a permis de contester les opinions mûrement réfléchies de hauts responsables et de façonner la politique en accord avec ses propres idées. En tant que parlementaire et ministre, M. MacGuigan n'a recherché pour lui-même que ce qu'il recherchait pour tous les Canadiens : « un monde de liberté créative ». ♣



P. Whitney Lackenbauer, éd.,
An Inside Look at External Affairs during the Trudeau Years: The Memoirs of Mark MacGuigan, Calgary, University of Calgary Press, 2002, 208 pages, 34,95 \$.

Une version plus longue de cette critique est déjà parue dans *Bout de papier*.



LE PREMIER MINISTRE S'ADRESSE À L'ONU

Le premier ministre Jean Chrétien s'est adressé à l'Assemblée générale des Nations Unies à l'occasion de l'ouverture de sa 58^e session le 23 septembre. Son discours traitait de « la responsabilité de protéger ». En voici des extraits.

Comme vous le savez tous, le Canada a toujours privilégié une approche multilatérale à l'égard des questions internationales, non pas pour des raisons d'idéologie, mais parce qu'il s'agit d'une méthode éprouvée pour relever la sécurité et pour résoudre les problèmes qui dépassent le cadre des États.

La coopération multilatérale est indispensable pour assurer le mieux-être et la protection efficace des citoyens.

Il n'existe aucun domaine où il soit plus essentiel ni plus difficile de progresser que celui de la protection des innocents.

Le Canada, de concert avec d'autres, recommande de placer la protection des personnes au cœur du mandat de cette organisation.

Trop souvent, on laisse des conflits s'embraser tout en sachant quelles conséquences terribles en résulteront.

Trop souvent, des civils innocents sont laissés à leur sort.

Le devoir le plus fondamental d'un État consiste à protéger ses citoyens. Lorsqu'un gouvernement omet de le faire, par impuissance ou par manque de volonté, la responsabilité de les protéger devient provisoirement une responsabilité collective de la communauté internationale.

Nous sommes convaincus [...] que devant des pertes de vie sur une grande échelle ou un nettoyage ethnique, la communauté internationale a la responsabilité morale de protéger les plus vulnérables. L'objectif primordial

doit être de prévenir la souffrance humaine et d'y mettre fin.

Aucune entité n'est mieux placée que le Conseil de sécurité de l'ONU pour autoriser un engagement politique ou une action militaire dans le but de protéger des innocents. Mais les États membres du Conseil ont parfois laissé tomber les innocents. Les échecs passés doivent nous inciter à mieux nous préparer en vue de futures crises. Nous pouvons réussir la réforme du fonctionnement de l'ONU. Nous pouvons en améliorer l'efficacité, en accroître l'utilité et inspirer ses participants. ♣

Pour lire le discours complet prononcé par le premier ministre devant l'ONU :
www.pm.gc.ca

SENSIBILISER LES CANADIENS ET LE MONDE

Le *Tribune* de Campbellton, au Nouveau-Brunswick, est un journal communautaire typique, qui a un tirage de quelque 5 000 exemplaires. Comme la plupart des publications hebdomadaires canadiennes, ses pages sont habituellement pleines d'articles sur la population et la vie locales. Récemment toutefois, ses lecteurs ont pu y lire des articles semblables à ceux qu'on voit dans les grands quotidiens, par exemple sur des sujets comme le Canada et l'Afghanistan. Cette évolution résulte des conférences de presse données par des hauts fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI), du ministère de la Défense nationale (MDN) et de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et auxquelles assistent des reporters de journaux

communautaires, dont le rédacteur en chef du *Tribune* Bill Clarke. Ces conférences étaient organisées par la Section de la sensibilisation et des affaires publiques de la Direction générale des communications du MAECI.

La tâche de la Section de la sensibilisation est d'expliquer aux Canadiens comment les événements internationaux peuvent avoir un effet sur leur vie et d'expliquer à des non-Canadiens ce qu'est le Canada. Pour cela, la Section organise des visites au Canada pour des leaders d'opinion étrangers, des tournées de conférences dans tout le Canada pour des experts du MAECI et des programmes pour les médias régionaux et ethniques et les écoles de journalisme du Canada.

L'effort consenti pour expliquer la mission du Canada en Afghanistan est

un bon exemple du travail de la Section de la sensibilisation. Tandis que le personnel du Programme de sensibilisation des médias faisait des exposés sur l'Afghanistan, celui du Programme des visiteurs étrangers donnait à des attachés de recherche du Weatherhead Center for International Affairs de l'Université Harvard de l'information sur la politique étrangère du Canada touchant l'Afghanistan. En outre, des experts du MAECI, du MDN et de l'ACDI ont participé à des séances d'information communautaires à Toronto, séances organisées par le personnel du Programme des conférenciers et faisant intervenir des professeurs d'université, la communauté afghane du Canada, des groupes de réflexion et les principaux organes d'information. ♣



COMMERCE ET DÉVELOPPEMENT : LE PROGRAMME DU CANADA

Les résultats de la rencontre ministérielle de Cancun, au Mexique, montrent clairement que le Canada doit redoubler ses efforts pour favoriser l'atteinte d'un consensus sur le renforcement du système commercial multilatéral.

Le commerce mondial a connu une croissance exceptionnelle depuis 50 ans. Les technologies de pointe sont plus conviviales et le mouvement international de personnes, de biens et de services est plus facile; ils coûtent aussi moins chers et sont plus rapides. Le système commercial actuel a besoin de règles modernes pour demeurer au diapason de ces changements et pour que tous les pays commerçants puissent en faire partie. Les pays membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) négocient actuellement pour assurer le maintien de ce système commercial équitable et transparent.

Avec 146 pays membres — bientôt 148 avec l'arrivée des deux premiers pays les moins développés, c'est-à-dire le Cambodge et le Népal — l'OMC déploie des efforts pour s'assurer que les échanges commerciaux se font de manière harmonieuse, prévisible et libre, de telle sorte que tous les membres puissent profiter des possibilités et des avantages accrus que permet le système du commerce mondial.

Une économie mondiale saine est d'un grand intérêt pour le Canada. Le commerce est déterminant pour notre avenir économique. Il ouvre de nouveaux marchés pour les exportateurs et les producteurs canadiens, crée des possibilités d'emploi au pays et assure la santé et l'avenir de notre économie. Des règles commerciales avantageuses pour tous les membres favorisent aussi la paix et la stabilité dans le monde.

Un ambitieux programme commercial, le Programme de Doha pour le développement, a été négocié en novembre 2001 à Doha, au Qatar. À l'occasion de la rencontre tenue du

10 au 14 septembre à Cancun, le Canada et d'autres pays membres de l'OMC ont travaillé pour faire en sorte que des progrès soient réalisés à l'égard de ce programme. Sa concrétisation promet d'être très profitable non seulement pour les Canadiens mais également pour les habitants de tous les pays industrialisés et en développement.

En raison des différences d'ambition concernant les actuelles négociations commerciales, la rencontre de Cancun a pris fin sans qu'ait pu être achevé un examen à mi-parcours, et ce, malgré l'énorme effort consenti par les membres de l'OMC. Les objectifs du Canada pour ces négociations n'ont toutefois pas changé. Les intérêts particuliers du Canada demeurent les suivants : réforme en profondeur au chapitre de l'agriculture, amélioration de l'accès aux marchés des biens et services, amélioration des règles commerciales et aide aux pays en développement en vue de leur intégration dans l'économie mondiale.

Pierre Pettigrew, ministre du Commerce international du Canada, estime que la démarche canadienne est la bonne. « Le Canada est déçu du résultat de la rencontre ministérielle, mais nous allons poursuivre le travail en vue de ramener les négociations dans la bonne direction et de ne pas perdre de vue le but que nous voulons atteindre : un système commercial mondial équilibré et équitable qui soit avantageux pour l'économie canadienne et épauler les pays en développement. »

Les résultats de la rencontre ministérielle montrent clairement que le Canada doit redoubler ses efforts pour inciter tous les pays membres de l'OMC à aller de l'avant et à atteindre



L'été dernier, à Montréal, le Canada a tenu une réunion informelle des ministres du Commerce de 24 pays — dont plus de la moitié venait de pays en développement — pour préparer le terrain en vue de la Conférence ministérielle de l'OMC, à Cancun, au Mexique. À la table (de gauche à droite) : Amir Khosru Chowdhury, ministre du Commerce du Bangladesh; Mark Vaile, ministre du Commerce de l'Australie; Roberto Lavagna, ministre de l'Économie et de la Production de l'Argentine; Pierre Pettigrew, ministre du Commerce international du Canada; Supachai Panitchpakdi, directeur général de l'OMC; et Carlos Pérez del Castillo, président du Conseil général de l'OMC.

un consensus dans les mois qui viennent. Le Canada maintient son engagement envers les négociations du Cycle de Doha et le renforcement du système commercial multilatéral.

Le Cycle de Doha pour le développement est loin d'être terminé. Les membres de l'OMC conviennent que l'un des moyens les plus prometteurs pour tous les pays de rendre leur économie plus prospère et bâtir une société meilleure réside dans la réforme du système commercial multilatéral. Le Canada continuera à travailler avec ses partenaires en vue d'atteindre l'ambitieux résultat visé par les négociations en cours. 🍁

**Pour plus de renseignements
sur le Canada et
l'Organisation mondiale du
commerce : www.omc.gc.ca**

DES MARIONNETTES MESSAGERES DE PAIX



Une audacieuse production télévisuelle donne aux enfants du Moyen-Orient une image positive d'eux-mêmes et de leurs voisins.

Le gouvernement du Canada favorise l'utilisation de la télévision comme moyen de promotion d'une culture de la paix dans une région menacée par les conflits. C'est pourquoi le Programme de la sécurité humaine du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international assure le financement d'une nouvelle série télévisée éducative qui aidera à créer un climat de tolérance et de compréhension entre les enfants israéliens, palestiniens et jordaniens.

Cette nouvelle série, appelée *Sesame Stories*, est l'œuvre de Sesame Workshop, organisme ayant créé *Sesame Street* et jouissant d'une réputation internationale. Produite en collaboration avec des partenaires israéliens, palestiniens et jordaniens, la série compte 26 épisodes pour chacune des trois régions dans lesquelles elle est diffusée — Israël, la Cisjordanie et la bande de Gaza, et la Jordanie.

Destinée aux enfants âgés de quatre à sept ans, la série *Sesame Stories* a été

créée pour favoriser le respect mutuel et la compréhension. Alliant l'animation et l'action filmée, chaque épisode présente un thème central tel que l'empathie, l'acceptation des diffé-

rences et la résolution pacifique des conflits.

Les histoires explorent et expliquent les cultures et permettent aux

enfants de se comprendre eux-mêmes et de comprendre les autres. En donnant des images positives de tous les enfants de la région, la série aidera les enfants à être plus tolérants et plus respectueux de la diversité qui peut être observée aussi bien dans les sociétés auxquelles ils appartiennent qu'à l'extérieur. Elle montrera aussi aux enfants qu'il y a d'autres solutions que la violence et les rendra plus optimistes et plus confiants quant à leur avenir.

« La série *Sesame Stories* suscitera l'espoir de millions d'enfants chaque jour, estime Gary E. Knell, président et directeur général de Sesame Workshop. Grâce à la participation de nos partenaires — hop tv, à Tel Aviv, l'Université Al Quds, à Ramallah, et Jordan Pioneers, à Amman — nous allons continuer à travailler en vue de la création d'une culture de la paix. »

La nouvelle production s'inspire d'un précédent succès. Depuis huit ans, Sesame Workshop coproduit une émission de télévision éducative pour enfants avec des partenaires israéliens et palestiniens. Cette série a commencé à être diffusée en 1998 et a été vue par des milliers d'enfants israéliens juifs, israéliens arabes et palestiniens. La série a aidé les

enfants israéliens et palestiniens à en apprendre plus sur leur propre langue et culture et sur celles des autres. Cela incite les enfants à surmonter les stéréotypes culturels.

Les fonds offerts par le Canada seront utilisés pour développer du matériel didactique et un programme communautaire de sensibilisation qui contribuera à renforcer et à élargir les objectifs de la série au-delà de l'expérience de l'écoute de la télévision. Conçu pour servir dans divers contextes d'apprentissage, dont celui de la maison, ce matériel comportera « une trousse de tolérance », des guides de l'enseignant, des vidéos, des affiches et des livres d'histoires.

La série *Sesame Stories* a été présentée pour la première fois en Israël au mois de septembre, puis en Jordanie, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza en octobre. Les producteurs de la série espèrent qu'elle contribuera à un avenir meilleur au Moyen-Orient et espèrent réaliser éventuellement d'autres projets dans la région.

« Pour Sesame Workshop et ses partenaires, la diffusion d'un contenu médiatique pertinent au Moyen-Orient est un engagement de longue durée, dit M. Knell. Nous ne faisons que commencer. » ♦



PROMOTION DE LA CULTURE CANADIENNE DANS LES PAYS DU NORD

La gouverneure générale du Canada, Adrienne Clarkson, a récemment effectué une visite d'État en Russie, en Finlande et en Islande. Accompagnée d'une délégation qui comprenait certains des écrivains, dramaturges et autres artistes canadiens les plus dynamiques, la gouverneure générale n'avait pas seulement à son programme la promotion de nos relations modernes avec ces pays.

Quand on parle aux Canadiens de leurs voisins, ils pensent tout de suite aux États-Unis et au Mexique. Cela n'a pas de quoi surprendre, étant donné que la majorité d'entre eux vivent à une heure de route d'une ville américaine et que souvent ils vont passer leurs vacances sur une plage ensoleillée du Mexique. Les pays du cercle arctique sont pour leur part tout aussi près de nous, quoique plus difficiles d'accès pour le Canadien moyen.

Même si nos voisins du Nord n'ont pas pour nous la même importance économique que ceux du Sud, ils ont de nombreuses choses en commun avec nous : la géographie, le climat, un environnement fragile et la présence de peuples autochtones ayant beaucoup à contribuer aux sociétés septentrionales. Pour ces raisons, ils jouent un rôle essentiel dans la « dimension septentrionale » des relations extérieures du Canada. Ils représentent aussi des marchés importants pour la culture diversifiée et complexe du Canada.

Depuis sa nomination en 1999, la gouverneure générale Adrienne Clarkson a beaucoup mis l'accent sur la promotion

du Nord canadien ainsi que sur les dynamiques romanciers, poètes, dramaturges, musiciens, cinéastes, danseurs et artistes visuels du pays.

La gouverneure générale a tenu compte de ces deux priorités lors de sa plus récente tournée qui a eu lieu du 23 septembre au 15 octobre 2003. La délégation comprenait plusieurs personnalités culturelles : le chorégraphe Édouard Locke, le dramaturge René-Daniel Dubois, des écrivains lauréats comme Michael Ondaatje et Yann Martel et le cinéaste Denys Arcand. La première du film de M. Arcand, *Les Invasions barbares*, à la Maison centrale des écrivains de Moscou a été une des nombreuses manifestations culturelles de la tournée.

« Tous les délégués ont donné de leur temps pour accompagner M^{me} Clarkson et faire valoir aux pays hôtes la créativité canadienne au moyen de spectacles, de débats et d'entrevues dans les pays visités, affirme Stewart Wheeler, secrétaire de presse de la gouverneure générale. Certains appartenaient au monde des arts, d'autres à celui des affaires, de l'architecture, de la viticulture ou de l'éducation. Tous étaient connus à l'échelle nationale, et plusieurs à l'échelle internationale, pour leurs réalisations très variées. »

L'identité moderne du Canada est mise en valeur par ces leaders qui ont su se distinguer chacun dans son domaine. Leur présence contribue à susciter un renouveau d'intérêt et d'enthousiasme pour notre pays, ce qui n'est pas toujours facile à faire dans le cadre des activités diplomatiques habituelles.

« Nous, Canadiens, sommes venus pour découvrir cette nouvelle Russie et aussi pour nous faire mieux connaître d'elle, a déclaré M^{me} Clarkson à



La gouverneure générale Clarkson et le réalisateur Denys Arcand (assis) lors d'une émission télévisée russe animée par Andreï Kozlov. Au cours de l'émission, ils ont discuté de la production cinématographique au Canada et en Russie et ont fait la promotion du film *Les Invasions barbares* de Denys Arcand.

l'occasion d'un dîner d'État offert à Moscou par le président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine. En raison de notre éloignement géographique, nous risquons de ne pas voir vers quoi et comment nos sociétés évoluent ainsi que de quelle manière nos aspirations changent et nos cultures s'adaptent au contexte du monde contemporain. Il ne faut pas que nos deux pays se perdent de vue, que ce soit en tant qu'amis, peuples partageant les régions septentrionales ou gens habitant de grands espaces. »

En 2004, la gouverneure générale continuera de faire la promotion du thème du Nord moderne lors de visites d'État en Norvège, en Suède, au Danemark et au Groenland. ❁

Pour obtenir plus de renseignements sur les visites d'État de la gouverneure générale, lire sur les pays circumpolaires ou participer au forum en ligne « En quête du Nord moderne » : www.gg.ca

NOUVELLES EN BREF

Ensemble Noir ouvre des portes en Afrique

Ensemble Noir — un groupe de musique contemporaine classique de Toronto — a effectué sa première tournée au Ghana, au Nigéria et en Afrique du Sud l'été dernier avec l'aide d'une co-commandite du gouvernement du Canada.

« Cette tournée africaine d'Ensemble Noir montre l'engagement du Canada à promouvoir la culture et les valeurs canadiennes dans un nouveau partenariat avec l'Afrique, a déclaré Jean Augustine, secrétaire d'État (Multiculturalisme) (Situation de la femme). La culture influence la façon dont les personnes voient le Canada et constitue un élément important de la politique étrangère du Canada. »

Dirigé par le compositeur et chef d'orchestre Bongani Ndodana, né en Afrique du Sud et lauréat de nombreux prix, l'ensemble de sept membres allie

Ensemble Noir — Promotion de la culture et des valeurs canadiennes dans un nouveau partenariat avec l'Afrique

la musique contemporaine occidentale et la musique africaine : il produit des sons, des rythmes et des mélodies de la musique traditionnelle africaine à l'aide d'instruments d'orchestres occidentaux. Pour cette tournée historique, intitulée « Portes ouvertes », Ensemble Noir a présenté de nouvelles pièces musicales de compositeurs africains et canadiens, notamment J.H. Kwabena Nketia et Akin Euba, l'un et l'autre doyens de la musique classique africaine.

Le Canada contribue à l'éducation sur les mines terrestres

Le Canada a versé une contribution de 100 000 \$ pour un projet d'éducation du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) sur le danger des mines au Cambodge.

Le Cambodge est un des pays où l'on trouve la plus forte concentration de

mines dans le monde. Le financement apporté par le Canada à l'UNICEF au Cambodge aidera à inclure une formation sur le danger des mines dans les programmes d'enseignement des écoles, dans la formation des enseignants et dans l'éducation informelle par les pairs. Le projet aidera à diffuser les connaissances et les compétences nécessaires pour faire face aux dangers des mines terrestres non explosées.

Pour plus de renseignements sur l'appui apporté par le Canada à l'action contre les mines terrestres : www.mines.gc.ca/menu-fr.asp

L'industrie canadienne des vins et spiritueux fait une percée en Europe

Une nouvelle entente sur les vins et spiritueux conclue entre le Canada et l'Union européenne ouvrira de façon importante le marché européen aux

L'Orchestre du Centre national des Arts en tournée

La musique classique était au rendez-vous de la haute technologie à l'occasion de la tournée effectuée aux États-Unis et au Mexique cet automne par l'Orchestre du Centre national des Arts (CNA).

Au Mexique, l'Orchestre a donné des concerts à Monterrey et à Mexico

et aussi à Guanajuato, dans le cadre du Festival Cervantino, le festival culturel le plus prestigieux d'Amérique latine. La tournée aux États-Unis comportait des étapes à New York, à Washington, à Chicago, à Miami et à Philadelphie. Dirigé par Pinchas Zukerman, à la fois chef d'orchestre et soliste, l'Orchestre a interprété des œuvres de Beethoven, Schubert et Mozart ainsi qu'une nouvelle œuvre majeure du compositeur canadien Denys Bouliane.

Pendant la tournée, soutenue par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international au moyen d'une subvention de voyage d'une valeur de 250 000 \$, maestro Zukerman et les musiciens de l'Orchestre ont aussi offert des cours de maître, des conférences, des ateliers et des répétitions par section dans de grands établissements d'enseignement.

La tournée donnait autant de place à la musique moderne qu'à la musique classique. L'Orchestre a coordonné sa tournée, ses séances d'enregistrement et ses activités d'édition de manière à lier un catalogue croissant de disques compacts, des projets de pointe pour la diffusion par Internet et une série de guides d'étude réputés.

À Monterrey, l'Orchestre a présenté des activités éducatives novatrices en faisant appel à la technologie de la vidéoconférence par Internet. Au Canada, aux États-Unis et au Mexique, des écoles ont été reliées au moyen du service Internet de la prochaine génération du CNA. Pendant la tournée, les membres de l'Orchestre ont aussi écrit des messages quotidiens dans un journal sur le très populaire site Web du CNA pour les jeunes (www.artsvivants.ca). 🍁



photo : Fred Cattroll

Cours de maître — Pinchas Zukerman enseigne en tournée à Monterrey, au Mexique.



photo : Simon Plaxton



photo : ACDI-CRDM/Pedram Pirnia

CALENDRIER

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Du 21 au 25 janvier
Forum économique mondial
Davos, Suisse

Le tombeau du père de la nation à Kaboul témoigne de l'effet destructeur

NOVEMBRE

Les 20 et 21 novembre
Réunion ministérielle de la de libre-échange des Améri
Miami, États-Unis

DÉCEMBRE

Les 1^{er} et 2 décembre
Réunion ministérielle de l'Organisation pour la sé
et la coopération en Euro
Maastricht, Pays-Bas

Du 2 au 6 décembre
28^e Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
Genève, Suisse

Les 4 et 5 décembre
Rencontre des ministres des Affaires étrangères de l'Organisation du Traité de l'Atlantique No
Bruxelles, Belgique

Du 5 au 8 décembre
Rencontre des chefs de gouvernement du Com
Abuja, Nigéria

Du 10 au 12 décembre
Sommet mondial de l'ONU sur la société de l'information
Genève, Suisse

Le 17 décembre
Sommet Canada-Union européenne (Italie)
Ottawa (Ontario)

JANVIER 2004

Les 12 et 13 janvier
Sommet spécial des Amériques
Monterrey, Mexique

Canada regard sur le monde.

--

Du 3 au 21 décembre
Salon des métiers d'art du Québec
Montréal (Québec)

JANVIER 2004

Du 30 janvier au 7 février
26^e Festival international du court métrage de Clermont-Ferrand
Clermont-Ferrand, France

produits canadiens. L'entente a été signée au cours d'une cérémonie qui a eu lieu le 16 septembre à Inniskillin Wines, dans la péninsule du Niagara.

« C'est une victoire pour le Canada, une victoire pour l'Europe et, avant tout, une victoire pour les fabricants et consommateurs de vins et spiritueux de nos deux régions, qui peuvent maintenant s'attendre à des débouchés accrus et à un choix plus varié que dans le passé », a déclaré Lyle Vanclief, ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.

FIERA INTERNAZIONALE DEL LIBRO TORINO Une célébration des livres canadiens

Le Canada était le pays à l'honneur au Salon international du livre de Turin cette année. Cet honneur témoigne du succès remporté depuis 20 ans par les efforts du Canada visant à ouvrir des marchés d'exportation pour ses livres.

« Il s'agit d'une occasion merveilleuse d'accroître la compréhension de la culture et de la population diversifiée du Canada à l'étranger, a déclaré le ministre des Affaires étrangères Bill Graham en annonçant le rôle du Canada à titre d'invité d'honneur à Turin. La reconnaissance de nos excellents auteurs contribue beaucoup à établir l'identité distinctive du Canada partout dans le monde et à montrer nos points forts en tant que pays. »

Le Canada était représenté par les auteurs suivants : Nadine Bismuth, André Charpentier, Douglas Cooper, Derrick de Kerckhove, Margaret Doody, Carole Fioramore-David, Joe Fiorito, Karen Levine, Alistair MacLeod, Alberto Manguel, Yann Martel, Nino Ricci, Nancy Richler, John Ralston Saul, Richard Scrimger, Gaétan Soucy, Drew Hayden Taylor et Larry Tremblay, entre autres.

Aidez-nous à tenir nos dossiers à jour. Si vous déménagez, recevez plus d'un exemplaire de *Canada — Regard sur le monde* ou souhaitez discontinuer votre abonnement, faites les corrections voulues en lettres moulées sur votre étiquette d'adresse et retournez-nous l'étiquette.

Vous pouvez nous communiquer les changements par télécopieur, au numéro (613) 992-5791, par courriel, à l'adresse rsm-cwv@dfait-maeci.gc.ca ou par la poste, à : *Canada — Regard sur le monde*, ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, 125, promenade Sussex, BCS C-2, Ottawa (Ontario) K1A 0G2.

Bureau de poste : Prière de retourner cet envoi à l'adresse ci-dessus s'il ne peut pas être livré.



photo : Gp1e Danielle Bernier, Caméra de combat des Forces canadiennes



photo :
ACDI-CIDA/
Pedram Pirnia



photo : Pedram Pirnia



photo : Pedram Pirnia



photo : IC (Richard Vignel)



photo : Pedram Pirnia



photo : Pedram Pirnia



photo : IC (Richard Vignel)